



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 12 décembre 2022

Nos réf. : SAU/EC/NS n° 22-528

Affaire suivie par Emilie CHAMOIN
emilie.chamoine@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 06 98 96 89 06

Courriel : ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

à Madame la Préfète du département de l'Aube

Objet : Société MOULINS SOUFFLET à DIENVILLE
Porter-à-connaissance relatif à la destruction de bureaux existants et à l'implantation de nouveaux bureaux modulaires



P.L. : - Projet de lettre préfectorale
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courrier du 8 novembre 2022, la société MOULINS SOUFFLET a informé Mme la préfète de sa volonté de remplacer les bureaux de commande existants pour la conduite des silos par la mise en place de nouveaux bureaux modulaires à proximité du pont bascule.

L'instruction de ce dossier démontre qu'au regard des conclusions de l'analyse des risques résiduels présentée dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021 relatif aux mesures de gestion de la décontamination des sols du site, les modifications envisagées par l'exploitant engendrent des risques sanitaires à prendre en considération.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 encadrant les travaux de traitement de la pollution. Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé et figure en pièce jointe au présent rapport. Il convient désormais de réaliser la phase légale contradictoire avant signature de l'arrêté préfectoral.

L'inspection des installations classées propose de ne pas solliciter l'avis du CODERST, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Rédacteur	Valideur
L'inspectrice de l'environnement	Le Chef de l'Unité Départementale Aube – Haute-Marne
	
Emilie CHAMOIN	Manuel VERMUSE

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377
10025 TROYES cedex

I – CONTEXTE ET PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

- Société : MOULINS SOUFFLET
- AIOT 00005701977
- Adresse complète du site : 2 rue du moulin – 10500 DIENVILLE
- Régime de l'établissement : Autorisation

Appartenant au groupe SOUFFLET, le site MOULINS SOUFFLET de DIENVILLE comporte des activités de moulin, de stockage de céréales et de stockage de carburants. Cette dernière activité est en cours de cessation, suite à plusieurs pollutions de la rivière Aube.

Cet établissement est une ICPE relevant du régime de l'autorisation et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012243-0004 du 30 août 2012, pris lors de la réalisation du projet de modernisation des installations.

Le site emploie près de 40 personnes et a une activité meunière 7 jours sur 7 en 3/8. L'activité de meunerie est autorisée pour une production de 550 tonnes de produits finis au maximum par jour.

II – HISTORIQUE DU TRAITEMENT DE LA POLLUTION DU SITE

1. Accidents de pollution et mesures mises en place

La rivière Aube longe le site et a connu plusieurs épisodes de pollution, aux hydrocarbures notamment, le 12 novembre 2017, les 26 juillet, 7 août et 13 août 2019. Depuis les épisodes de pollution de l'été 2019, des mesures ont été mises en place par l'exploitant :

- Arrêt de la station de stockage et de distribution de carburants
- Mise en place de 3 stations de traitement des eaux polluées provisoires pour traitement des hydrocarbures dont les rejets sont effectués dans la rivière Aube pour deux stations de traitement des eaux polluées et en infiltration sur une portion de terrain de la société SOUFFLET, à proximité de la rivière, pour la troisième ;
- Surveillance mensuelle des eaux de la rivière en amont et en aval du site ;
- Nombreuses vidanges des séparateurs hydrocarbures présents sur le site ;
- Mise en place de 2 barrages flottants (dont 1 avec skimmer) pour récupération des éventuelles pollutions et traitement par les stations de traitement des eaux polluées ;
- Démolition de l'ancienne station de stockage et de distribution de carburants ;
- Mise en place de biotertres¹ pour traiter les terres excavées au droit de cette ancienne station, avec un objectif de traitement de la pollution en hydrocarbures fixé à 500 mg/kg de matières sèches, 50 mg/kg en HAP et 6 mg/kg en BTEX ;
- Identification de deux zones de contaminations concentrées :
 - au droit de l'ancienne station de stockage et de distribution de carburant : la contamination concentrée concerne la fin de la couche alluvionnaire ou le toit des argiles des bords et fonds de fouille de cette zone excavée lors de la démolition de l'ancienne station,
 - une zone étendue mise en évidence lors de la réalisation des analyses des sols en maillage régulier : la contamination concentrée concerne majoritairement les alluvions où circulent la nappe et plus ponctuellement les limons sableux de l'horizon superficiel.

¹ Biotertre : Technique de traitement des sites et sols pollués par dégradation des polluants par la mise en tas du sol, puis en son traitement biologique par injection d'air

- Travaux d'excavation de bords et fonds de fouilles en cours :
 - vidange de l'eau retenue dans l'espace excavé (fouille) avec analyses et traitement adaptés,
 - poursuite des terrassements en bords et fonds de fouilles jusqu'à l'atteinte du seuil de traitement de la pollution fixé,
 - envoi de ces nouvelles terres excavées vers un centre de traitement et de stockage adapté,
 - remblai de la fouille avec les terres issues des biotertres,

2. Nature de la pollution

Les résultats de la campagne d'investigations de novembre 2021 sur les sols montrent une problématique principalement liée à la présence d'HCT dans les sols, à relier à l'activité passée du site (distribution de carburant). Ils mettent en évidence pour les sondages réalisés :

- la présence de teneurs en métaux avec des dépassements ponctuels du bruit de fond,
- des teneurs faibles à modérées en BTEX avec un maximum à 5,76 mg/kg MS dans les limons au plus près de la zone source,
- des teneurs faibles à modérées en hydrocarbures aromatiques polycycliques avec un maximum à 17 mg/kg MS dans les alluvions,
- De fortes teneurs en hydrocarbures totaux ont été mesurées dans les alluvions avec un maximum à 8 230 mg/kg MS. Ces résultats sont cohérents avec les observations de terrain et les fortes odeurs d'hydrocarbures senties dans les niveaux humides présents dans cette formation. La nappe présente dans les alluvions serait donc contaminée. Ces anomalies sont présentes à de plus faibles teneurs dans les limons et sables localisés plus en surface.

La contamination semble limitée en profondeur grâce aux argiles faisant un écran imperméable empêchant la migration verticale.

Les résultats de la surveillance mensuelle des eaux superficielles de la rivière Aube montrent une absence de contamination depuis octobre 2020, suite au démantèlement de la zone source.

Les résultats d'analyses des eaux souterraines mettent en évidence :

- un sens d'écoulement de la nappe globalement dirigé vers l'ouest.
- la présence d'une contamination en BTEX et d'une anomalie en HCT au droit du piézomètre Pz8, le piézomètre le plus proche de l'ancienne station de distribution de carburants,
- la présence de teneurs résiduelles en métaux au droit des piézomètres Pz2, Pz5, Pz6 et Pz8,
- la présence de teneurs résiduelles en HCT au droit du piézomètre Pz2 et Pz4.

2. Encadrements réglementaires

Parallèlement, trois arrêtés préfectoraux complémentaires ont encadré la gestion de cette pollution :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2019 imposant le respect de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (note ministérielle du 19 avril 2017) pour définir l'analyse et le traitement des pollutions présentes sur le site ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 encadrant les travaux de traitement de la pollution qui impose :
 - un seuil de traitement de la pollution des sols fixé à 2 000 mg/kg de matières sèches en hydrocarbures totaux (HCT),
 - les modalités de traitement de la pollution, à savoir :

- l'excavation et évacuation hors site des terres contaminées pour les terres en fond de fouille ,
- le lavage des sols en ré-infiltrant les eaux traitées en amont,
- le confinement hydraulique en complément du pompage et traitement pour la nappe d'eau souterraine,
- les modalités de fin de travaux,
- la transmission d'éléments permettant la création d'une servitude d'utilité publique ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2022 modifiant l'arrêté du 7 juillet 2021 :
 - en remplaçant le lavage des sols en ré-infiltrant les eaux traitées en amont par la simple infiltration des eaux pluviales,
 - en remplaçant le confinement hydraulique par drains par les dispositifs déjà en place, à savoir la présence des barrages flottants sur la rivière Aube, le pompage et le traitement des eaux souterraines,
 - en s'engageant à mener et achever les travaux d'excavation de bords et fonds de fouilles jusqu'à atteinte de l'objectif fixé.

3. Demande de modification des bureaux de silo

Par courrier du 8 novembre 2022, l'exploitant a informé Mme la préfète de sa volonté de remplacer les bureaux de commande existants pour la conduite des silos par la mise en place de nouveaux bureaux modulaires à proximité du pont bascule.

Toutefois, au regard du plan de masse annexé à cette demande, il apparaît que ce projet se situe à proximité immédiate (moins de 3 mètres) de la zone en cours de dépollution.

L'objet du présent rapport est de présenter les analyses et avis de l'inspection des installations classées vis-à-vis de la demande en objet, et de prendre les mesures adéquates par arrêté préfectoral complémentaire.

IV – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'analyse des risques résiduels présentée dans le rapport SOCOTEC « EK/1K0/20/934 – version 2 » du 15 février 2021 relatif aux mesures de gestion de la décontamination des sols du site indique que la construction de tout nouveau bâtiment est impossible au droit de la zone assainie. En effet, les calculs de risques mettent en évidence l'apparition d'un risque sanitaire toxique et cancérigène au droit de cette zone pour l'exposition d'une cible « travailleur adulte » dans un éventuel nouveau bâtiment, la voie d'exposition incriminée étant l'inhalation de composés volatils issus des sols assainis. L'inspection des installations classées rappelle également qu'au regard des risques résiduels prévus après travaux selon les modalités que l'exploitant a proposées, une servitude d'utilité publique est nécessaire conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021188-0001 du 7 juillet 2021.

Par conséquent, les travaux envisagés sont possibles sous réserve d'une gestion de la contamination démontrant l'atteinte de seuils en HCT (hydrocarbures totaux), HAP (hydrocarbures aromatiques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) permettant des risques sanitaires compatibles avec la conception et l'usage des bâtiments projetés.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de modifier l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2021 fixant le seuil de dépollution. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire rédigé en ce sens figure en pièce jointe au présent courrier.